

Monsieur Jean CASTEX

Premier ministre
57 rue de Varenne
75007 Paris

Paris, le 10 février 2022

Monsieur le Premier ministre,

Lors du Comité de suivi « France 2030 » que vous avez présidé le 1^{er} février, en présence des représentants du Gouvernement et de Bruno Bonnell, Secrétaire général pour l'investissement, vous avez à nouveau exprimé votre attachement à la collaboration entre l'État et les territoires au service de la reconquête industrielle et de la transformation de notre économie.

Nous avons noté en amont de ces échanges votre recommandation d'adopter pour la gouvernance de « France 2030 » une approche fondée sur « *plus d'ouverture* » et une « *logique bottom-up* », en tirant les enseignements de la mise en œuvre du plan « France Relance » dont la territorialisation a pu achopper sur le recours massif à des appels à projets descendants et centralisés, peu compatibles avec la prise en compte des spécificités et des forces de nos territoires.

Cette territorialisation paraît essentielle, comme nous avons eu l'occasion de l'évoquer avec le nouveau Secrétaire général pour les investissements d'avenir, M. Bonnell, d'abord pour faire coïncider notre politique industrielle avec les besoins concrets de nos entreprises et de nos territoires (accompagnement, financement, foncier, formations – compétences...), mais aussi pour faire émerger et soutenir au sein de nos bassins industriels les « champions industriels cachés » qui feront la réussite de « France 2030 ».

C'est dans cet esprit que vous avez soutenu la signature en 2020 des « Accords de Relance État – Région » et le programme Territoires d'industrie en abondant par deux fois aux côtés des Régions le fonds de soutien à l'investissement industriel dans les territoires, jusqu'à atteindre plus de 850 millions d'euros d'enveloppe au total. Un dispositif qui a montré la capacité des binômes industriels-élus à faire émerger des projets locaux.

La mobilisation des régions et des intercommunalités, qui partagent avec l'État la responsabilité du développement économique de nos territoires, constituera un atout majeur pour « France 2030 ». C'est le sens du message exprimé le 1^{er} février par l'ensemble des représentants des collectivités, appuyé par les prises de position des partenaires sociaux, des organisations professionnelles et des associations issues de la société civile, demandant au Gouvernement de s'engager dans une coopération volontariste et constructive avec les acteurs locaux et les forces vives de nos écosystèmes territoriaux.

La clef du succès, nous en sommes convaincus, résidera dans notre capacité à agir dans un esprit collectif et à instaurer un partage des responsabilités, indispensable pour créer les conditions d'une dynamique de mobilisation générale. Seule la combinaison de toutes les énergies et les moyens nécessaires pour identifier, financer, former et accompagner au plus près des territoires, les milliers de projets innovants et les champions industriels, permettra à notre pays de s'ériger en leader sur les technologies d'avenir.

C'est pourquoi nous nous tenons à votre disposition pour concevoir ensemble la nécessaire association des territoires à la gouvernance de « France 2030 », afin d'assurer une mobilisation de tous les acteurs et une territorialisation effective de ce plan d'investissement. À cette fin, nous souhaiterions vous rencontrer dans les meilleurs délais afin d'évoquer avec vous ce dossier.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de notre très haute considération.

Bien amicalement,



Carole DELGA

Présidente de Régions de France



Sébastien MARTIN

Président d'Intercommunalités de France